Alpiq veut se dessaisir d'une partie de ses biens, notamment en Valais comme ici à Cleuson Dixence.
© ALESSANDRO DELLA BELLA

4 minutes de lecture

Energie **Eco Suisse**

Willy Boder

Publié mardi 8 mars 2016 à 01:58.

ENERGIE

Alpiq veut céder la moitié de ses barrages

Le grossiste en électricité entend stopper l'hémorragie due à ses pertes chroniques. Il met en vente 49% de son portefeuille hydraulique

Les résultats financiers d'Alpiq continuent à se détériorer fortement. Grossiste en électricité, le groupe, qui possède notamment une grande partie des barrages valaisans, est victime de la libéralisation partielle du marché de l'électricité en Suisse et de l'effondrement des prix de gros sur le marché européen en raison d'une surcapacité de production.

«Aucune centrale hydroélectrique n'est rentable à ce prix», a souligné ce matin Jasmin Staiblin, patronne d'Alpiq, à l'heure de la présentation des comptes 2015.

Lire aussi notre éditorial: Les raisons d'un ras-le-bol

Le prix de vente d'électricité sur le marché européen, en raison de la surproduction de courant bon marché provenant de centrales à charbon ou des énergies renouvelables fortement subventionnées (éolien, photovoltaïque) s'est effondré. Il se situe en moyenne à 2,8 centimes le kWh, alors que le prix de production d'un ouvrage hydroélectrique suisse se monte à 6,5 centimes, taxes et amortissement compris.

Abonnez-vous à cette newsletter

Votre adresse mail

Le point éco

Chaque matin à 6h, ce qui agite l'économie dans le monde et en Suisse

exemple S'INSCRIRE

Le problème est connu depuis cinq ans, mais il s'est encore aggravé l'an dernier. La perte nette du groupe en 2015, communiquée lundi, se monte à 830 millions de francs, après celle 902 millions enregistrée en 2014. Elle est principalement due à des amortissements obligatoires à cause de la chute de valeur de rendement des barrages du l'Arc alpin.

Alpiq, qui emploie 8300 personnes, dont 4700 en Suisse, a vu son chiffre d'affaires diminuer de 17%, à 6,71 milliards de francs, l'an dernier.

Le groupe, en mains romandes à hauteur de 31,4% via EOS holding, a déjà procédé à d'importantes cessions d'activités à l'étranger, et à des ventes d'actifs ciblées en Suisse, notamment dans le réseau de distribution Swissgrid et dans l'hydroélectricité en Valais (vallée de

ENCORE 9 ARTICLES GRATUITS À LIRE

Conches, Grand-Saint-Bernard, Fully).

Contrairement aux distributeurs locaux, comme SIG à Genève ou Romande Energie dans le canton de Vaud, Alpiq ne peut pas vendre sa production directement aux ménages, clients captifs qui doivent s'acquitter d'un tarif non libéralisé nettement plus élevé que le prix de l'énergie sur le marché libre européen.

Le système des contrats d'approvisionnement à long terme, qui garantissait à Alpiq la fidélité de ses clients distributeurs, a aussi volé en éclats. La cession d'actifs depuis plusieurs années visait à désendetter le groupe en attendant que l'orage passe.

Mais la chute des prix sur le marché de gros européen, où peuvent désormais s'approvisionner les distributeurs et les gros clients helvétiques, s'est poursuivie. L'opération de désendettement et la recapitalisation d'Alpiq en 2013, via un emprunt hybride à hauteur de 1,02 milliard de francs, ne suffisent désormais plus à redresser la situation financière à moyen terme, alors que le bilan du groupe fond comme neige au soleil au fil des dépréciations de valeur des actifs.

Alpiq a donc décidé de mettre en vente 49% de son portefeuille hydraulique. Le Conseil d'administration et la direction sont manifestement arrivés à la conclusion qu'Alpiq ne pouvait pas patienter jusqu'à la reprise du marché européen de l'électricité, que les analystes ne voient pas avant 2019 ou 2020, avant d'agir.

Le groupe, qui accumule les pertes depuis 2011, a décidé d'arrêter de faire le gros dos, malgré le coup de pouce financier de soutien à l'hydraulique promis le 2 mars par le Conseil national. En quatre ans, les pertes nettes

ENCORE 9 ARTICLES GRATUITS À LIRE

cumulées se sont élevées à 4,17 milliards de francs, alors que durant la même période le chiffre d'affaires a fondu de 52%, à 6,7 milliards de francs.

«A long terme, avec l'augmentation inévitable de la taxe sur le CO2, je suis persuadée que l'hydroélectricité sera rentable», souligne Jasmin Staiblin, pour attirer les investisseurs qui ont les reins plus solides qu'Alpiq. En première ligne, le groupe pense aux distributeurs suisses et petits producteurs d'électricité, comme Romande Energie ou les Forces motrices valaisannes, qui sont par ailleurs actionnaires d'Alpiq via EOS holding.

«Nous avons déjà reçu des signes d'intérêt», souligne Michael Wider, vice-directeur d'Alpiq. Une prise de participation de sociétés étrangères n'est pas exclue.

Combien de centaines de millions de francs Alpiq attend-il de cette opération? «Je ne veux pas donner de prix car il s'agit de faire jouer la concurrence», répond Jasmin Staiblin. La moitié du parc hydraulique suisse du groupe, fort de 18 installations dans les cantons du Valais, Vaud, Grisons, Tessin et Soleure, est ouvert à la vente.

Cela représente une production annuelle de quelque 5 milliards de kWh. La valeur recouvrable en Suisse se monte à 4,2 milliards de francs selon le rapport annuel, mais comprend des installations nucléaires non concernées. L'hydraulique représente 34% du volume de production d'Alpiq. On peut donc estimer que la part de 49% cédée pourrait rapporter plus de 2 milliards de francs au groupe dont la dette nette s'élève à 1,3 milliard de francs.

ENCORE 9 ARTICLES GRATUITS À LIRE

À propos de l'auteur

Willy Boder
@willyboder

Plus de 35 ans de journalisme local, cantonal, parlementaire, économique. Passé par l'Est Vaudois, 24 Heures, La Suisse etc.

Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux

FACEBOOK TWITTER YOUTUBE INSTAGRAM

ENCORE 9 ARTICLES GRATUITS À LIRE